

# La Canaille à Golfech

*fragments d'une lutte  
antinucléaire*

*Traduit en partie de l'italien*



MUTINES

SÉDITIONS



Mutines Séditions  
c/o Bibliothèque Libertad  
19, rue Burnouf  
75 019 Paris  
<http://mutineseditions.free.fr>  
[mutineseditions@riseup.net](mailto:mutineseditions@riseup.net)

© NO COPYRIGHT

Ni droit ni devoir

mars 2013

Entre la moitié des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, la crise énergétique a servi de prétexte à différents Etats européens pour s'orienter vers la production d'énergie atomique, et donc à disséminer des centrales nucléaires sur tout le continent. L'opposition à ces projets a fait naître une histoire où se croisent espoirs et désillusions, manifestations fleuves et charges de police, pylônes abattus et os brisés. Cette histoire est aussi la nôtre, le passé d'où nous venons et duquel il ne reste souvent que de rares traces. Si nous avons fait l'effort de recueillir le témoignage qui suit, et en particulier de nous intéresser à la lutte contre la centrale nucléaire de Golfech, ce n'est certes pas pour le livrer à la poussière des archives, mais pour qu'il puisse aussi servir de boussole pour nous orienter dans le présent : se nourrir des expériences passées nous renforcera pour affronter les luttes qui nous attendent.

L'histoire du mouvement anti-nucléaire en France commence au début des années soixante, lorsque justement l'Etat a décidé d'entreprendre la construction de treize centrales nucléaires avant 1980. Après la Seconde guerre mondiale, le gouvernement s'est engagé dans une politique structurelle d'industrialisation, créant de nouveaux organismes pour garantir la production et la consommation de masse, dont le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui devait jeter les bases pour un développement du nucléaire dans un cadre militaire et civil. Dans cette période d'euphorie scientifique, le nucléaire incarnait l'idée du progrès et représentait une réponse bureaucratique, industrielle et centralisée aux besoins énergétiques. Le choc pétrolier de 1973 fut une chance inespérée pour le pouvoir : en France, l'ensemble de la classe politique approuva le lancement du programme nu-

cléaire civil à grande échelle. Pour prévenir une éventuelle opposition, furent immédiatement créées des agences comme la SFEN (*Société française de l'énergie nucléaire*), véritable organe de propagande pour diffuser une « culture du nucléaire » dans les milieux de la recherche, mais aussi dans les milieux universitaires, religieux, juridiques et parlementaires. A côté de cette agence fut bien vite créé le SCSIN (*Service central de sûreté des installations nucléaires*) dont l'objectif était de garantir la sécurité des installations, et qui avec le SCPRI (*Service central de protection contre les rayonnements ionisants*) formèrent le principal dispositif de défense de l'industrie nucléaire, et furent plus tard parmi les principaux négationnistes de la catastrophe de Tchernobyl.

A partir de 1974, partout où était prévue la construction d'une centrale ou l'extension d'une qui existait déjà, comme à Chooz, se créèrent de fortes mobilisations : les plus connues sont celles de Chooz dans la pointe des Ardennes, de différents villages de Bretagne dont Plogoff, et de Golfech dans le Tarn-et-Garonne. La diffusion de ces luttes représenta, au moins les premières années, un obstacle concret à la « politique du fait accompli ». Mais procédons dans l'ordre.

Au début, le mouvement anti-nucléaire avait un caractère majoritairement pacifiste. L'illusion de pouvoir arrêter un projet d'une telle ampleur à travers la seule indignation citoyenne ne prit pas en compte que l'Etat français avait l'intention d'imposer ce nouveau modèle de société nucléaire par la force, en employant tous les moyens possibles. C'est avec la mobilisation contre la centrale de Malville en 1977 que cette limite révélera ses conséquences tragiques. Le 31 juillet de cette année, environ cinquante mille manifestants se retrouveront dans la petite ville, prêts à occuper le site. Les journées précédant la manifestation furent marquées par le flou des propositions

d'un mouvement disposé à envahir les chantiers, mais sans savoir exactement comment, et par la présence de représentants autoproclamés de la lutte disposés à exploiter politiquement l'événement. Les organisateurs de la manifestation sous-évaluèrent l'hypothèse d'un affrontement direct avec la police qui protégeait le site. Les gaz lacrymogènes, les matraques et les grenades lancées par les flics, qui provoqueront la mort d'un manifestant, clarifieront d'un seul coup le véritable niveau de conflit auquel l'Etat était disposé. La rage qui suivit ces journées alimenta la réflexion d'une bonne partie des anti-nucléaires sur la portée de ce type de lutte, provoquant une fracture nette au sein du mouvement bariolé qui avait rejoint Malville ces jours-là. D'un côté, les professionnels de l'écologie qui se retrouveront dans les rangs socialistes après l'élection de Mitterrand en 1981, exploiteront les luttes anti-nucléaires comme rampe de lancement pour leur futur carrière politique. D'un autre, le mouvement hétérogène formé de militants et de comités citoyens se radicalisera dans ses pratiques et ses objectifs. Savoir que l'Etat français était prêt à défendre ses intérêts avec les armes fit réfléchir sur les moyens réels dont ils disposaient pour répondre à ces attaques : à partir de ce moment-là, la violence collective, les blocages et les sabotages devinrent un instrument valable à la portée de chacun. Les effets d'un tel tournant se verront surtout quelques années plus tard à Golfech, Chooz et Plogoff.

A Plogoff, le mouvement se développa autour des comités anti-nucléaires locaux, les CLIN, faisant partie de la Fédération des comités bretons (CRIN). Comme l'analysera plus tard un fonctionnaire d'Etat, « *les comités anti-nucléaires de Bretagne se réunirent les 24 et 25 mai à Spézet et créèrent la Fédération des CRIN de Bretagne. Désormais, toutes les informations, toutes les batailles, toutes les analyses et réflexions étaient trans-*

*mises à chaque CLIN et CRIN de la Bretagne. Pour éviter que des individus ou des groupes prennent le pouvoir, la Fédération ne disposait d'aucun bureau permanent. Chaque CLIN garantissait à tour de rôle les fonctions de secrétaire, la correspondance, les relations avec la presse, etc. Ces présupposés et le fait que les CRIN n'étaient pas enregistrés en préfecture mettaient en évidence l'esprit libertaire qui régnait dans le mouvement anti-nucléaire. De plus, chaque mois ou presque, tous les CLIN et CRIN se réunissaient dans une ville à chaque fois différente pour partager leurs expériences et décider d'actions communes (...). D'autre part, chaque CLIN continuait d'être complètement autonome et pouvait s'organiser comme il le souhaitait ».* Les journées de Plogoff, vécues sur les barricades lors de l'enquête d'utilité publique du 31 janvier au 14 mars 1980, furent le symbole de cette lutte. La forte opposition poussa Mitterrand à abandonner définitivement le projet, attribuant une victoire au mouvement.

A Chooz, le projet d'extension de la vieille centrale en fonction depuis les années soixante, dit Chooz B, fut officialisé à la fin des années soixante-dix et déclencha la réaction d'une grande partie de la population. La position géographique de ce petit village des Ardennes d'environ un millier d'habitants, encadré au sommet d'un triangle à la frontière avec la Belgique, rendit possible l'élargissement de la lutte au-delà des frontières. La rencontre des anti-nucléaires des deux côtés de la frontière donna naissance au *Front d'action anti-nucléaire franco-belge* : cette coordination dépassa dès le départ les positions legalistes d'une bonne partie du mouvement écologiste implanté à Chooz. La lutte dura environ quatre années, et aux contestations des enquêtes d'utilité publique (il y en eut deux, 6 mai-7 juin 1980 et 1<sup>er</sup>-17 avril 1981), s'ajoutèrent les rendez-vous du samedi. Pendant des mois, le mouvement

anti-nucléaire se donna rendez-vous chaque week-end pour attaquer les chantiers et la police déployée pour les protéger, créant une situation qui devint bien vite ingérable pour les forces de l'ordre. A cette mobilisation s'ajouta en 1982 celle des ouvriers en grève contre les licenciements dans l'industrie sidérurgique locale, la Chiers. L'implication d'une partie de ces ouvriers contre la centrale de Chooz et la présence permanente d'un ennemi commun, la police dans les rues, furent les raisons de cette convergence. La coordination qui naquit entre le Front et une bonne partie des ouvriers auto-organisés avec un moindre contrôle de la CGT, radicalisa méthodes et perspectives. De 1982 à 1984, année où la lutte s'épuisa, affrontements et sabotages très durs se succédèrent. Parmi tous ceux qui se sont produits, on peut rappeler l'incendie d'un château appartenant à la Chiers, brûlé à la fin d'une manifestation où participèrent ensemble ouvriers et anti-nucléaires. Si Malville peut donc être considéré comme le premier tournant du mouvement anti-nucléaire de ces années, la victoire socialiste aux élections de 1981 en constitue certainement le second. La fausse promesse de Mitterrand de bloquer la construction des centrales réussit à démembrer la résistance anti-nucléaire, d'abord en la reléguant dans l'attentisme, puis dans le plus noir défaitisme. En effet, là où l'intervention des CRS n'avait pas réussi à écraser l'opposition, l'action de récupération effectuée par le Parti socialiste fit le reste, brisant le mouvement et affaiblissant irrémédiablement les luttes un peu partout. Les stratégies de récupération consistèrent et consistent toujours dans des formes de contrôle et de manipulation qui ont pour objectif de dépotentialiser les luttes en créant de faux espoirs, en conduisant les mouvements vers des objectifs secondaires, ou bien en poussant les populations à déléguer à la politique institutionnelle la solution des pro-

blèmes. Le rôle de la gauche et des mouvements écologistes est apparu clairement : ils ont été les chevaux de Troie de l'industrie nucléaire à l'intérieur du mouvement d'opposition. Avec ses manœuvres, le Parti socialiste a réussi à désamorcer les protestations et à garantir la réalisation du projet nucléaire. Le prix à payer fut pour lui de concéder une victoire à la Pyrrhus, l'abandon du projet de la centrale de Plogoff.

**N**ous laisserons directement l'histoire de Golfech aux pages qui suivent, inspirée par les récits et les émotions d'une discussion intense avec un compagnon qui a vécu ces moments-là. Nous voulons par contre nous arrêter sur quelques réflexions que ces récits nous ont inspiré.

Tout d'abord, l'affrontement entre les opposants et les promoteurs d'un projet nucléaire spécifique ne devrait pas commencer avec la pose de la première pierre. Les nucléaristes qui savent combien leurs projets sont généralement contestés, œuvrent le plus possible en secret et masquent leurs intentions réelles. De ce point de vue, l'histoire de la construction de la digue de Malause, citée dans la discussion, est éclairante : ce grand projet a été construit quelques années avant la réalisation de la centrale. Personne ne connaissant son but réel, c'est-à-dire fournir l'eau de refroidissement pour la future centrale, et il n'y eut donc pas d'opposition à sa construction. Faire la lumière dès le début sur comment développer la lutte contre le nucléaire est donc fondamental pour ne pas permettre à l'adversaire de rétrécir le temps de la conflictualité. Une étude préalable serait alors le premier pas pour mettre au clair le réseau complexe d'intérêts et de responsabilités qui se cachent derrière le projet nucléaire (les instituts de recherche, les intérêts des grands groupes industriels, les spécialistes payés pour influencer l'opinion publique, la connexion entre production



d'énergie nucléaire et la course aux armements). De là peuvent surgir des cibles concrètes pour la conflictualité permanente, qui est une des caractéristiques qui distingue les opposants radicaux. Développer une projectualité permet aussi de clarifier les objectifs et d'éviter d'être dirigé vers les impasses semées par la domination.

Un autre aspect qui émerge clairement du récit est que les luttes contre le nucléaire des années soixante-dix/quatre-vingt furent caractérisées par la brutalité de la répression. Les charges à froid contre des manifestations pacifiques et l'usage d'armes offensives par la police se sont produites à travers toute l'Europe. On ne peut donc pas s'étonner de son usage pour défendre le nucléaire, parce que le choix même du nucléaire est imprégné de violence. Il l'est en tant que centralisation énergétique, nous rendant dépendants des intérêts qui le gèrent. Il l'est en tant que contrôle policier, les sites dédiés au nucléaire étant des zones soumises à la force nue de l'Etat. Il l'est en tant que technologie militaire, vu que les histoires du nucléaire civil et militaire sont liées et s'interpénètrent. Enfin, le nucléaire est violent parce qu'il porte en lui le risque d'accidents à une échelle incommensurable, et que c'est une menace permanente contre l'ensemble du vivant. Il s'agit d'une violence qui risque de s'étendre dans l'espace, parce que le nucléaire ne connaît pas de frontières, et aussi dans le temps, vu que la radioactivité mine l'existence de générations entières. Si l'accident de Tchernobyl a ralenti pour des décennies le développement du nucléaire, il a été en même temps une grande expérimentation à ciel ouvert qui a permis de développer des techniques de contrôle sur les populations irradiées. Le retour en force de l'atome paré du soi-disant « *risorgimento* nucléaire » repose en effet aussi sur cette doctrine du contrôle. Les gouvernements peuvent à présent prendre le

risque de réaliser de nouvelles installations nuisibles, non pas parce qu'ils ont réussi à écarter les dangers de l'atome, mais parce qu'ils sont convaincus de pouvoir contrôler les populations touchées par un accident nucléaire (sentiment que l'accident de Fukushima a encore renforcé). Le futur qu'ils nous préparent est la soumission à un système qui se spécialise toujours plus dans la gestion militaire de ces désastres qu'il provoque lui-même. C'est pour cela qu'en matière de violence, il faut d'abord évoquer celle de l'époque où nous vivons, fondée sur le monopole de la force des appareils spécialisés. Mais la violence la plus grande que nous devons subir reste encore celle de ne pas pouvoir décider de notre propre vie, ou que quelqu'un établisse par exemple combien de radiations nous devons absorber.

Aujourd'hui, le soi-disant pacifisme diffus dans notre société ne mène qu'à la justification idéologique du monopole de la violence de la domination. Ce n'est pas pour rien que les premiers à se déclarer pacifistes sont les militaires qui « portent la paix dans le monde », et les politiciens qui « dénoncent toute violence », tout en récoltant des fonds pour les guerres et en remplissant toujours plus les rues de militaires et de policiers. Le prétendu pacifisme des mouvements d'opposition aux nuisances est un simple paravent pour cacher la passivité face aux dévastations du capital, à la violence de l'Etat et aux embrouilles de la politique. Et c'est justement cette mentalité qui pousse à des pratiques qui ont pourtant largement démontré leur faillite : des pétitions à la formation d'observatoires techniques, de la création de listes citoyennes jusqu'à l'acceptation de subventions en échange de la réalisation des grands travaux. Pour qu'on puisse développer une sérieuse opposition au nucléaire, il est nécessaire de critiquer cette mentalité en diffusant l'auto-organisation sans médiation, c'est-à-dire en

dehors des partis, des syndicats, des médias et de la politique, et en développant des pratiques d'action directe comme les sabotages, les blocages et l'autodéfense.

La nécessité d'utiliser la force dans toute lutte contre le nucléaire est évidente, mais si nous nous employons à faire sortir la violence de la sphère des tabous dans laquelle l'a reléguée l'idéologie de la domination, nous devons par contre faire attention à ne pas l'enfermer dans celle du mythe. Une chose est d'être disposé à faire usage de la violence, une autre est de lui attribuer en soi une valeur positive qu'elle n'a pas. Le recours aux attaques symboliques et spectaculaires court par exemple le risque de tomber dans l'autoreprésentation et de rester ainsi détaché du développement des luttes. En réalité, plus que le moyen ou la forme, c'est alors la méthode et le contenu qui importent, parce qu'ils contiennent déjà maintenant le monde pour lequel nous nous battons.

L'histoire de Golfech est une mine de suggestions, aussi bien théoriques que pratiques. A l'époque se succédèrent des actions directes collectives, comme l'invasion de chantiers et la destruction des outils et des constructions en cours, mais aussi la pratique du sabotage à un niveau industriel par des groupes d'affinité, infligeant de gros dégâts matériels aux entreprises, et enfin l'autodéfense contre les violences et les intimidations mafieuses de la police et de l'industrie nucléaire... Aucun individu, organisation ou groupe ne possède seul la force de s'opposer aux projets liés au nucléaire : le rapport entre les petits groupes d'action directe et le mouvement est sans doute un des éléments intéressants qui émerge des récits de Golfech, une indication qui reste valide pour développer les luttes qui nous attendent.

*Quelques canailles*



## TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	5
<i>Vis à vis</i>	15
<i>Lettres, tracts et articles</i>	
• LUPEN contre l'ARSEN (janvier 1981)	67
• Agir (septembre 1981)	75
• Un chagrin sans pitié (octobre 1981)	80
• Un peigne-zizi du stylographe (décembre 1981)	84
• Entretien avec deux auteurs du sabotage de l'entreprise Culetto à Moissac (novembre 1983)	89
• Ne dites pas à ma maman que je suis en analyse à Golfech, elle me croit en convalescence à Mururoa (novembre 1983)	99
<i>Chronologie &amp; Communiqués</i>	115
<i>Sources</i>	165

# DÉJÀ PARUS :

## **Petite collection italienne**

- *Negrisme & Tute bianca : une contre-révolution de gauche*, août 2004, 36 p. (brochure)
- *A couteaux tirés avec l'Existant, ses défenseurs et ses faux critiques & autres textes*, co-édité avec Typemachine (Gand), octobre 2007, 112 p.
- *Le diable au corps*, recueil d'articles de la revue Diavolo in corpo (1999-2000), novembre 2010, 102 p.
- *Incognito*, Expériences qui défient l'identification, co-édité avec Nux-vomica (Alès), décembre 2011, 120 p.

## **Le fil noir de l'histoire**

- Belgrado Pedrini, *Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands...*, (2005), nouvelle édition août 2011, 148 p.
- *Vivre vite de l'autre côté du Mur (Punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est)*, novembre 2012, 114 p.

## **Classiques de la subversion**

- Joseph Déjacque, *Autour de La question révolutionnaire (1852-1861)*, janvier 2011, 222 p.

## **A couteaux tirés**

- *Recueil de textes argentins (2001-2003)*, novembre 2003, 48 p. (brochure)
- *Les Indésirables I. Lecce (2001-2010)*, mai 2011, 220 p.
- *Fukushima paradise. Pour une critique radicale du nucléaire (2005-2011)*, co-édité avec La Canaille (Paris), janvier 2012, 228 p.